

Evans, Peter, Rueschemeyer, Dietrich, et Stephens, Evelyn Huber (Eds.), *States Versus Markets in the World-System*. Beverly Hills (CA), Sage Publications Inc., Coll. « Political Economy of the World-System Annuals », Volume 8, 19185, 295 p.

Alain Noël

Volume 18, numéro 4, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702266ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702266ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Noël, A. (1987). Compte rendu de [Evans, Peter, Rueschemeyer, Dietrich, et Stephens, Evelyn Huber (Eds.), *States Versus Markets in the World-System*. Beverly Hills (CA), Sage Publications Inc., Coll. « Political Economy of the World-System Annuals », Volume 8, 19185, 295 p.] *Études internationales*, 18(4), 869–870. <https://doi.org/10.7202/702266ar>

tant par l'étendue du champ qu'il embrasse que par la qualité d'informations présentées et les intuitions théoriques et méthodologiques qu'il révèle, d'une lecture fort utile, sinon indispensable, à tous les étudiants, enseignants et chercheurs, ainsi qu'aux lecteurs non spécialistes désireux de mieux appréhender les mécanismes complexes sous-jacents à la crise économique mondiale contemporaine.

Guy MARTIN

*Programme de formation diplomatique
Université de Nairobi, Kenya.*

EVANS, Peter, RUESCHEMEYER, Dietrich, et STEPHENS, Evelyne Huber (eds.), *States Versus Markets in the World-System*. Beverly Hills (CA), Sage Publications Inc., Coll. « Political Economy of the World-System Annuals », Volume 8, 1985, 295 p.

Ce livre, qui regroupe les textes présentés en 1984 à un colloque sur l'économie politique du système mondial, se penche sur les rapports entre les États et les marchés dans le système international. Au départ, le point de vue qui rassemble les différents auteurs est exprimé succinctement par les directeurs de la publication. Pour eux, il importe de reconnaître l'autonomie relative de l'État ainsi que la multiplicité des logiques marchandes. Il n'est en effet pas possible de réduire la logique étatique à celle de l'accumulation, et l'accumulation capitaliste elle-même doit être perçue comme un phénomène multiforme, fragmenté plus que global; d'où la forme plurielle utilisée pour parler du marché. Présentée ainsi en introduction, l'approche des auteurs apparaît plus négative que positive, rejetant les simplifications abusives mais n'offrant rien de très spécifique. L'impression change cependant à la lecture des textes des contributeurs, pour la plupart intéressants et innovateurs.

La première partie du livre traite des relations entre les États du tiers monde et le marché mondial. Le cas de la Jamaïque d'abord, étudié par Evelyne Huber Stephens et

John Stephens, montre qu'il demeure possible, pour un petit pays exportateur de matières premières — dans ce cas la bauxite — d'augmenter le contrôle de l'État sur la production et d'obtenir une meilleure part des bénéfices sans avoir à nationaliser l'industrie, une mesure coûteuse et risquée politiquement. En partie, de tels résultats reposent sur la force politique du gouvernement et sur la possibilité de recourir à de l'expertise locale. Mais il ne faut pas non plus sous-estimer les contraintes auxquelles les multinationales font face, elles qui souvent dépendent de la production locale, ont d'importants investissements qu'il serait difficile de transférer ailleurs, et font face à des pressions similaires dans la plupart des pays hôtes. David Becker, qui se penche sur l'industrie du cuivre au Pérou, franchit un pas de plus, pour conclure que les multinationales minières et le pays hôte peuvent même en arriver, après que l'État ait imposé ses prérogatives, à avoir des relations harmonieuses. Pour lui, ce ne sont pas des pays ou des États que les multinationales exploitent, mais des travailleurs. C'est d'ailleurs également ce qui ressort du chapitre suivant, sur l'industrie cotonnière dans le Nicaragua de Somoza. Jeffrey Paige y montre en effet comment le développement de cette industrie locale, qui reposait sur l'exploitation intensive de la paysannerie, a graduellement divisé la bourgeoisie nationale. Une classe dirigeante fragmentée et une paysannerie urbanisée mais trop réprimée pour obtenir des réformes pouvaient ainsi la voie pour la révolution de 1979.

De ces études sur le tiers monde, le livre passe en seconde partie aux relations internationales et à la logique de l'impérialisme. Philip McMichael revient d'abord sur les interprétations habituelles et suggère que la fin de l'Empire britannique relève moins du déclin relatif ou absolu de la Grande-Bretagne que de son incapacité à préserver le système international qu'elle avait construit, face à la montée du mercantilisme chez ses concurrents. Si McMichael a raison, les changements en cours auraient moins à voir avec le possible déclin des États-Unis qu'avec la transformation du système international lui-même. Pour sa part, Michael Doyle regarde du côté de la périphérie et conclut que la construction de

l'empire britannique ne résulte pas simplement d'une poussée interne ou d'attributs systémiques. Pour comprendre l'impérialisme, il faut également observer la situation sociale dans les colonies, situation qui souvent rend une intervention possible et probable. Enfin, Sanjib Basu explique comment l'Inde a su utiliser le non-alignement pour soutenir ses politiques de développement économique. Basu pourrait être plus critique à l'égard des politiques poursuivies puisque, comme l'a montré Francine Frankel, celles-ci n'ont pas été très efficaces (*India's Political Economy*, 1978). Mais le texte contribue tout de même à faire le lien entre les considérations stratégiques et les politiques économiques.

Enfin, en troisième partie, les cas de trois pays communistes sont discutés. Susan Eckstein présente les tensions entre objectifs politiques et contraintes économiques qui caractérisent l'histoire récente de Cuba, toujours très dépendante de ses exportations de sucre. David Stark fait de même pour la Hongrie, en insistant plus sur la dynamique des réformes dans l'entreprise, et Mark Selden conclut en montrant comment les récentes réformes ont diminué les inégalités entre la ville et la campagne en Chine.

Ce qui ressort surtout de ce vaste tour d'horizon, c'est l'abandon unanime des formules toutes faites et d'un tiers mondisme facile. D'une façon ou d'une autre, tous les auteurs soulignent l'ambivalence des relations entre les économies capitalistes avancées et le tiers monde, l'importance des relations sociales nationales, et la diversité des options qui s'offrent à chaque pays, et à chaque acteur social. Ce faisant, et c'est un peu paradoxal, ils détruisent à peu près complètement les concepts qu'ils utilisent, même en les qualifiant, au départ. Que signifient encore en effet les idées de système mondial et d'accumulation globale développées par Wallerstein, une fois que l'analyse part vraiment des réalités nationales? Et en quoi l'idée d'autonomie relative de l'État est-elle utile, lorsque l'approche devient spécifique? L'introduction parle bien de l'émergence d'un État qui serait « plus relativement autonome » — ce qui est au mieux vague et au pire absurde —, mais

aucun des auteurs n'utilise le concept. Ceux-ci mettent plutôt l'accent, avec bonheur, sur les classes sociales et les conflits propres à chaque société. Evans, Rueschemeyer et Stephens eux-mêmes admettent finalement qu'il s'agit bien de la direction à prendre reconnaissant ainsi les limites des concepts proposés au départ, et la richesse des études produites par leurs collaborateurs. Cette richesse, qui résume bien les développements récents en politique comparée et en relations internationales, et la critique implicite des approches globales qui la sous-tend, font de *States versus Markets* un livre solide, et un ouvrage de transition qui augure bien.

Alain NOËL

*Département de science politique
University of Alberta, Canada*

LAVIGNE, Marie, *Les relations Est-Sud dans l'économie mondiale*. Paris, Éditions Économica, 1986, 351 p.

Le volume est le résultat de quatre années de recherches effectuées par le Groupe Est-Sud du Centre d'économie internationale des pays socialistes dans le cadre d'un séminaire mensuel au cours duquel les chapitres ont été discutés par les chercheurs qui préparaient en même temps leurs thèses de doctorat. Les travaux ont été dirigés par Mme Marie Lavigne, professeur à l'Université de Paris I et directeur du Centre qui a rédigé également une partie de la première moitié du livre consacrée à l'analyse générale des relations économiques Est-Sud. En dehors des membres du Groupe, le volume contient des contributions dues à plusieurs experts travaillant dans d'autres universités et institutions de recherche. Les pays de l'Est pris en considération, comprennent l'URSS et les six pays membres du CAEM (Conseil d'Assistance Économique Mutuelle ou COMECON): Bulgarie, Hongrie, Pologne, RDA, Roumanie et Tchécoslovaquie. Comme on le voit, la Yougoslavie n'a pas été incluse.

La première partie définit les concepts de base, c'est-à-dire le Tiers Monde et le développement, examine l'évolution des échanges